

Cameroun | Région de l'Extrême-Nord | Rapport sur les Déplacements
Round 20 | 25 Novembre – 6 Décembre 2019



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



United Nations
CERF

Central
Emergency
Response
Fund



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Les avis exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Des donateurs et des partenaires : L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Les cartes fournies le sont uniquement à titre illustratif. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.

Organisation Internationale pour les Migrations

Mission du Cameroun

Sous-Bureau de Maroua

UN House Comice

Maroua

Région de l'Extrême-Nord

Cameroun

Tél. : +237 222 20 32 78

E-mail : DTMCameroon@iom.int

Sites web : <https://ww.iom.int/fr/countries/cameroon>, <https://displacement.iom.int/cameroon>,
www.GlobalDTM.info/cameroon

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, archivée ou transmise sous quelque forme et de quelque façon, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre sans l'autorisation préalable de l'éditeur.



Cameroun | Rapport sur les déplacements

Région de l'Extrême-Nord

Round 20 | 25 Novembre – 6 Décembre 2019



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	5
CONTEXTE & MÉTHODOLOGIE	6
CONTEXTE	6
MÉTHODOLOGIE	6
LIMITES ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES	7
POPULATIONS DÉPLACÉES	8
FAITS SAILLANTS	8
PROFIL DÉMOGRAPHIQUE	10
MOTIFS DE DÉPLACEMENT	10
NOUVEAUX DÉPLACEMENTS LIÉS AUX INONDATIONS.....	11
PÉRIODES DE DÉPLACEMENT	13
DURÉES DE TRAJET ET MOYENS DE DÉPLACEMENT	13
CONDITIONS DE VIE ET BESOINS PRIORITAIRES	14
Moyens de subsistance.....	14
Types d'hébergement	14
Besoins prioritaires des populations déplacées	15
FAITS SAILLANTS	17
MOTIFS DE DÉPLACEMENT DES PDI.....	19
MOUVEMENTS INTRA- ET INTER-DÉPARTEMENTAUX DES PDI	20
TYPES D'ABRIS DES PDI	20
RÉFUGIÉS HORS CAMP	21
ENREGISTREMENT DES RÉFUGIÉS HORS CAMP	21
FAITS SAILLANTS DES RÉFUGIÉS HORS CAMP	21
MOTIFS DE DÉPLACEMENT DES RÉFUGIÉS HORS CAMP.....	23
MOUVEMENTS INTRA-DÉPARTEMENTAUX DES RÉFUGIÉS HORS CAMP.....	24
TYPES D'ABRIS POUR LES RÉFUGIÉS HORS CAMP.....	24
RETOURNÉS	25
FAITS SAILLANTS DES RETOURNÉS.....	25
MOUVEMENTS DES RETOURNÉS ENTRE DÉPARTEMENTS ET PAYS	27
MOTIFS DE RETOUR DES POPULATIONS RETOURNÉES	27
TYPES D'ABRIS DES RETOURNÉS	28
ANNEXES	29

RÉSUMÉ

La Matrice de Suivi des Déplacements, (*Displacement Tracking Matrix* – DTM, en anglais), est un outil de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), qui permet de suivre et de surveiller les déplacements et la mobilité des populations. Elle collecte des informations à différents niveaux, les traite et les diffuse, afin de garantir aux acteurs humanitaires, aux gouvernements et autres acteurs intéressés, une meilleure compréhension des mouvements et de l'évolution des besoins des populations déplacées : les facteurs d'influence, les moyens et durées de déplacement, les intentions futures des migrants, leurs conditions de vie et encore bien d'autres éléments sont autant d'informations recherchées et récoltées auprès des populations déplacées elles-mêmes.

Ce rapport donne un aperçu de la situation dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, où l'insécurité liée aux violences de groupes extrémistes armés et, dans une moindre mesure, les phénomènes climatiques, ont donné lieu à d'importants mouvements de population. Les informations présentées dans ce rapport ont été recueillies auprès des personnes déplacées avec l'accord et le soutien des autorités locales, entre le 25 novembre et le 6 décembre 2019.

	Population déplacée 297 380 PDI 47 305 Réfugiés hors camp 116 979 Retournés 461 664 Individus au total		Villages recensés 931 villages recensés au total 68 nouveaux villages 25 villages n'accueillent plus de déplacés 58 villages sont vides ¹
	Raisons de déplacement 91% par le conflit armé	9% par des catastrophes naturelles <1% par des conflits intercommunautaires	
	Démographie² 50,7% hommes 49,3% femmes 8 individus par ménage		64% moins de 18 ans 41% mineurs entre 0 et 5 ans 3% plus de 60 ans
Type d'hébergement des populations déplacées³			
	41% Familles d'accueil 24% Abris spontanés 16% Habitation d'origine	9% Location 7% Domiciles personnels 3% Centres collectifs et Plein-air	
	Tendances Le nombre de Personnes Déplacées Internes a augmenté de 10% Le nombre de Réfugiés hors camp a augmenté de 1% Le nombre de Retournés a augmenté de 6%		

¹ Le nombre de villages abritant au moins l'une des populations cibles de la DTM dans la région est donc estimé à 848.

² Les données datent du mois d'octobre 2019.

³ Les populations déplacées incluent les PDI, retournés et réfugiés hors camp.

CONTEXTE & MÉTHODOLOGIE

CONTEXTE

Depuis 2014, le Cameroun est l'objet d'attaques perpétrées par des groupes armés. Les attaques et les menaces récurrentes continuent de provoquer des déplacements de populations vivant dans la région de l'Extrême-Nord. Du fait de sa situation géographique et culturelle, et notamment sa proximité avec le Nigeria et le Tchad, la région a subi des dégâts matériels et humains importants.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a mis en place la Matrice de Suivi des Déplacements (*Displacement Tracking Matrix – DTM*, en anglais) au Cameroun en novembre 2015, dans le but d'obtenir une meilleure compréhension des caractéristiques des populations déplacées, retournées et réfugiées hors camp et des tendances de déplacement. Cet exercice a également pour objectif d'identifier les besoins des populations déplacées ainsi que les facteurs accentuant leurs vulnérabilités. Ces informations sont collectées puis disséminées auprès du gouvernement camerounais et de la communauté humanitaire afin de leur fournir une meilleure compréhension des mouvements dans la région de l'Extrême-Nord.

MÉTHODOLOGIE

La vingtième phase d'évaluations de la DTM a été conduite entre les **25 novembre et 6 décembre 2019**, dans **931 localités** de la région, afin de mettre à jour les données et informations sur les déplacements de population dans la région de l'Extrême-Nord, à savoir le Mayo-Kani, le Mayo-Danay, le Diamaré, le Mayo-Tsanaga, le Mayo-Sava et le Logone-Et-Chari. Ces villages sont répartis dans **40 arrondissements** au sein des six départements de la région. Lors de ce round, deux nouveaux arrondissements ont accueilli des personnes déplacées dans le département du Mayo-Danay : les arrondissements de **Datchéka et de Wina**.

La collecte de données du round 20 de la DTM a été effectuée par **106 énumérateurs** formés, équipés et déployés dans les six départements de la région, auprès de **2 166 informateurs clés**. Sous la responsabilité directe de l'équipe DTM, les enquêteurs assurent des rôles bien précis de points focaux, chefs d'équipe ou énumérateurs, facilitant ainsi la coordination lors de la collecte d'information.

Pendant chaque exercice de DTM, l'OIM met l'accent sur la communication avec ses partenaires privilégiés présents sur le terrain, notamment pour vérifier la cohérence des données qu'elle s'apprête à publier. À chaque round, l'OIM communique étroitement avec le **MRR (Mécanisme de Réponse Rapide)** existant dans l'Extrême-Nord ainsi qu'avec le **HCR (Haut-Commissariat pour les Réfugiés)** afin de s'assurer de la cohérence des chiffres en sa possession. L'OIM collabore également avec les **autorités locales et administratives** pour faciliter l'accès aux informations recherchées.

Le présent rapport communique les informations suivantes : **les données démographiques, la répartition géographique ainsi que l'évolution comparative des déplacements depuis le dernier rapport, les origines et destinations des populations déplacées, leurs raisons et périodes de déplacements, leurs types d'hébergement et d'abri et leurs besoins humanitaires prioritaires.**

La collecte, qui se fait à l'aide de tablettes adaptées pour faciliter l'exercice, est suivie de l'analyse des données, conçue pour optimiser la qualité des données récoltées auprès des informateurs clés. Plusieurs formulaires adaptés à chaque niveau spécifique d'information sont utilisés. Des informations sont collectées au niveau départemental, des arrondissements et des villages.

Trois niveaux d'enquête sont réalisés par round :

1. **Au niveau des départements**, l'évaluation se fait par les points focaux qui travaillent auprès des préfets. C'est également à ce niveau que l'échantillon des ménages auprès desquels l'enquête sur les intentions de retour des populations déplacées sera menée est défini.

2. **Au niveau des arrondissements**, les chefs d'équipes collectent des données auprès des sous-préfets. C'est à ce niveau que les listes des villages accueillant des populations déplacées sont mises à jour.
3. **Au niveau des villages**, les énumérateurs collectent des données auprès des chefs de village et des représentants des populations déplacées, et de toute autre personne susceptible de fournir des informations sur les déplacés.

Les « populations déplacées » incluent les personnes déplacées internes, les retournées et les réfugiés hors camp, tels que définis ci-dessous :

- Une personne déplacée interne (PDI) est une « personne [...] qui a été forcée ou contrainte à fuir ou à quitter son foyer ou son lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'a pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État⁴».
- Un réfugié hors camp est une personne ressortissante d'un pays autre que celui où elle se trouve et qui est venue dans ce dernier pour chercher refuge d'une situation à laquelle elle était confrontée dans son pays d'origine, mais qui ne vit pas dans un camp officiel.
- Une personne retournée est une personne qui, alors qu'elle s'était installée dans un lieu autre que son lieu d'origine, est depuis retournée dans son lieu d'origine. On distingue les retournés anciennes PDI, qui étaient déplacées à l'intérieur des frontières de leur pays d'origine ou de résidence habituelle et qui sont depuis retournés dans leur localité d'origine, des retournés de l'étranger, qui étaient déplacés dans un pays autre que leur pays d'origine ou de résidence habituelle et qui sont depuis retournés dans leur pays.

LIMITES ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Les difficultés qui ont impacté cette opération sont les suivantes :

- Plusieurs villages étaient inaccessibles par les inondations causées par la saison pluvieuse ou par des ruptures de digues.
- Deux villages accueillant des populations déplacées étaient interdits d'accès par l'armée et les conditions sécuritaires dans douze autres villages étaient instables. Par conséquent, les déplacements des énumérateurs dans ces villages étaient restreints.
- Certains informateurs clés au niveau des villages étaient indisponibles pour cause de travaux dans les champs.

Face aux difficultés d'accès, les stratégies suivantes ont été adoptées pour y remédier :

- Les énumérateurs ont emprunté des pirogues pour traverser des fleuves et se rendre dans les villages qui avaient été inondés.
- Dans le cas des villages où l'accès était interdit, les données ont été collectées par téléphone.
- Dans le cas des villages où la sécurité était précaire, la collaboration avec les guides locaux et les chefs de villages a permis aux énumérateurs de mener l'évaluation.
- Les énumérateurs se sont rendus dans les villages le plus tôt possible pour s'entretenir avec les informateurs clés avant leur départ pour les travaux champêtres.

Plusieurs points ont été constatés pendant cette phase de collecte :

- Les attentes des populations déplacées interrogées restent élevées en termes d'accès à l'assistance humanitaire.

⁴ <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration>

- L'assistance humanitaire est majoritairement concentrée dans les zones touchées par les violences perpétrées par les groupes armés et dans une moindre mesure dans les zones affectées par les aléas climatiques (inondations).

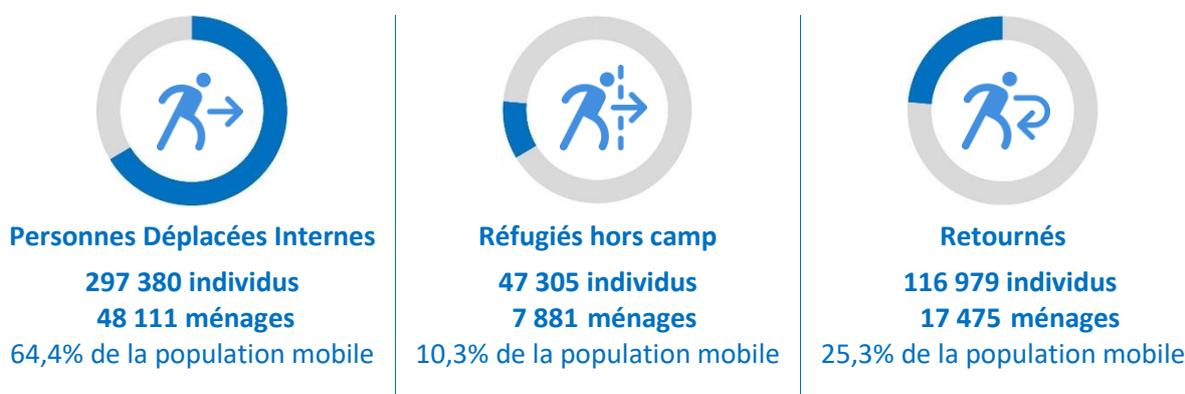
POPULATIONS DÉPLACÉES

FAITS SAILLANTS

Lors du round 20 de la DTM, un total de 461 664 individus a été identifié, dont 297 380 PDI (48 111 ménages), 47 305 réfugiés hors camp (7 881 ménages) et 116 979 retournés (soit 17 475 ménages).

La population déplacée dans la région a augmenté de 7 pour cent par rapport au round précédent (août 2019). Le nombre de PDI a augmenté de 10 pour cent, le nombre de réfugiés hors camp a augmenté de 1 pour cent et le nombre de retournés a augmenté de 6 pour cent depuis le dernier round. Cette augmentation confirme l'aggravation des conditions climatiques et sécuritaires dans l'Extrême Nord au cours des derniers mois, engendrant de plus en plus de déplacements.

Graphique I : Répartition des populations déplacées



Lors de cet exercice, 931 localités⁵ de la région ont été évaluées afin de mettre à jour les données et informations sur les déplacements. Ces villages sont répartis dans 40 arrondissements au sein des six départements de la région. Le tableau ci-dessous fait le décompte des localités évaluées dans chaque département ainsi que le nombre de personnes déplacées par département. Parmi les villages recensés, 58 se sont avérées être vides (dont 43 se trouvant dans le Logone-Et-Chari, 12 dans le Mayo-Sava, deux dans le Mayo-Tsanaga, et un dans le Mayo-Danay), et 25 n'accueillent plus de déplacés et se situent majoritairement dans le Logone-et-Chari.

Lors de cet exercice, 128 sites spontanés ont été recensés, regroupant 15 071 abris et hébergeant 133 624 personnes déplacées internes et 25 847 réfugiés hors camp. Dix-sept nouveaux sites spontanés ont été recensés, dont neuf sont situés dans le Mayo-Danay (à la suite des inondations qui ont eu lieu dans les arrondissements de ce département), cinq dans le Logone-Et-Chari, et trois dans le Mayo-Sava.

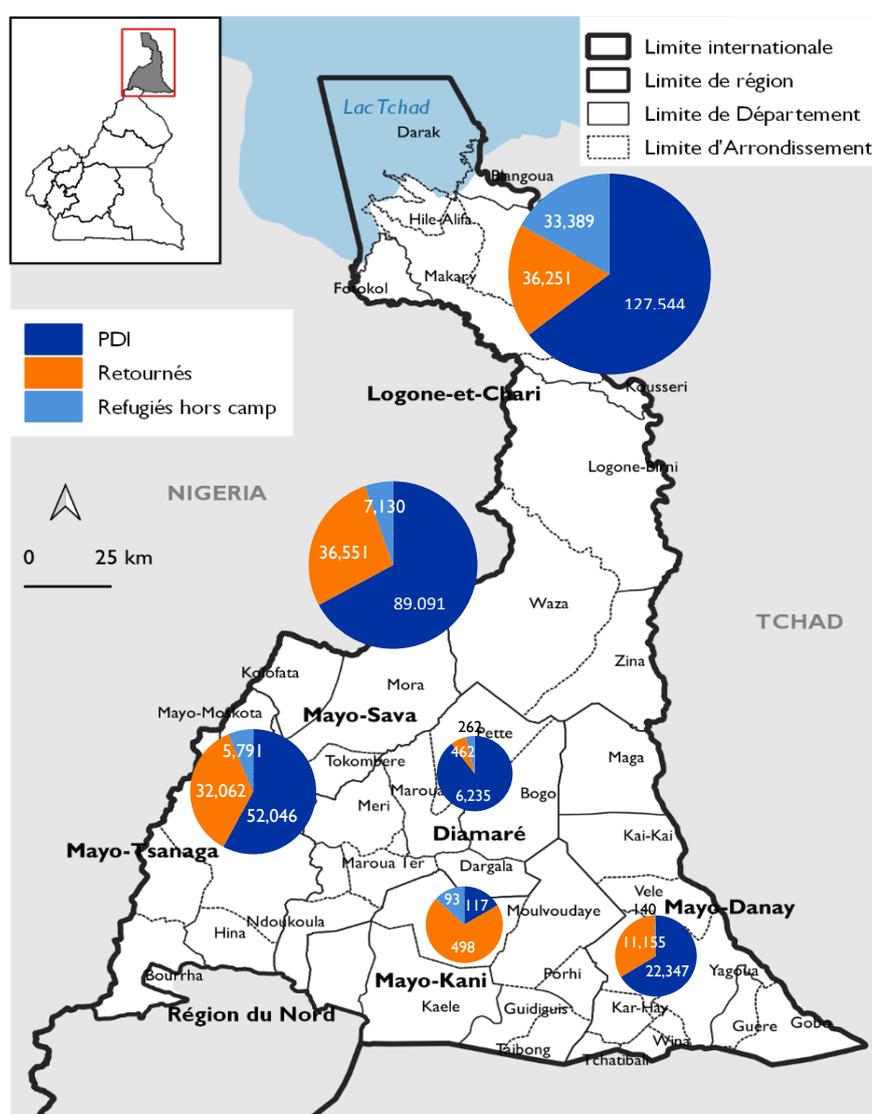
La population déplacée représente approximativement 15 pour cent de la population totale dans la région de l'Extrême-Nord. Dans le Logone-et-Chari et le Mayo-Sava, la population déplacée représente respectivement 41 pour cent et 38 pour cent de la population totale vivant dans chacun de ces départements.

⁵ Sur ces 931 localités, 58 se sont avérées détruites ou inhabitées et 25 n'accueillent plus de déplacés, expliquant le chiffre de 848 localités cité dans les parties analytiques de ce rapport. Sur la base des informations disponibles, la DTM couvre 100 pour cent des villages qu'elle cible en amont de chaque round.

Tableau I : Nombre de villages enquêtés et importance des populations déplacées par département

Départements	# Villages enquêtés	Population totale ⁶	Population déplacée	Ratio population déplacée / population totale
Diamaré	61	667 227	6 959	1%
Logone-Et-Chari	511	486 997	197 684	41%
Mayo-Danay	62	529 061	33 642	6%
Mayo-Kani	21	404 646	708	<1%
Mayo-Sava	117	348 890	132 772	38%
Mayo-Tsanaga	159	699 971	89 899	13%
Total Région E-N	931	3 136 792	461 664	15%

Carte I : Répartition des populations déplacées dans la Région de l'Extrême-Nord⁷

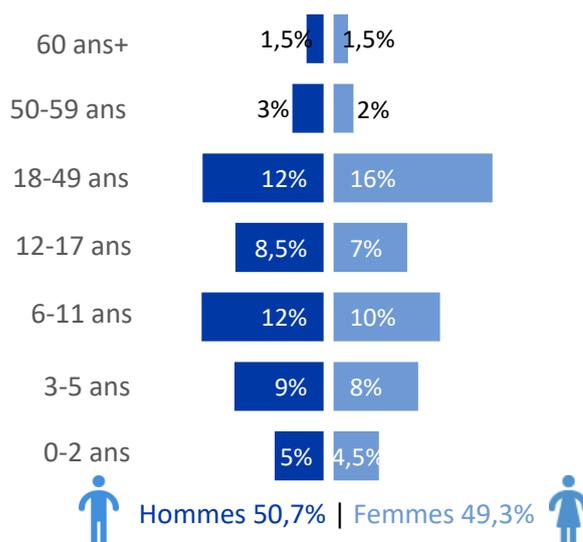


⁶ Les chiffres de 'population totale' sont tirés de l'annuaire statistique du Cameroun, publié par l'Institut National de la Statistique (INS) en 2015, qui fait état de la population départementale en 2005, et estime la population cumulée de la région de l'Extrême-Nord à 3 897 577 en 2014 pour un taux de croissance annuel de 2,4 pour cent. Comme cité dans ce document de référence, ces chiffres ne prennent pas en considération la dynamique créée par les flux migratoires.

PROFIL DÉMOGRAPHIQUE

La population déplacée est composée à 50,7 pour cent d'hommes et à 49,3 pour cent de femmes. La taille moyenne des ménages déplacés est de huit personnes. Presque tous les ménages déplacés (97%) ont des enfants, et le nombre moyen d'enfants par ménage est de cinq. Les mineurs (moins de 18 ans) représentent presque deux-tiers des populations déplacées (64%) tandis que les personnes âgées (60 ans et plus) représentent 3 pour cent de la population mobile⁸. Pendant ces enquêtes, au moins 500 enfants non accompagnés et 400 enfants séparés ont été identifiés, majoritairement dans les trois départements frontaliers du Nigeria⁹.

Graphique 2 : Répartition des populations déplacées par âge et par sexe



MOTIFS DE DÉPLACEMENT

L'insécurité et les attaques perpétrés par les groupes armés actifs dans la région reste le motif majeur des déplacements dans la région depuis le début des périodes de collecte. Il a provoqué le déplacement de 91 pour cent des populations déplacées. Par ailleurs, 9 pour cent des déplacements ont été provoqués par des inondations, sécheresses et autres facteurs climatiques, principalement dans le Mayo-Danay, tandis que moins de 1 pour cent des populations déplacées ont fui des violences intercommunautaires.

Les nouveaux déplacements comptabilisés lors de ce round, c'est-à-dire ayant eu lieu entre août et décembre 2019, sont liés en majorité aux inondations qui ont eu lieu entre octobre et novembre 2019 (58 pour cent des déplacements), provoqués par les aléas climatiques et la rupture d'installations telles que les digues entourant le lac artificiel de Maga, dans le Mayo-Danay.

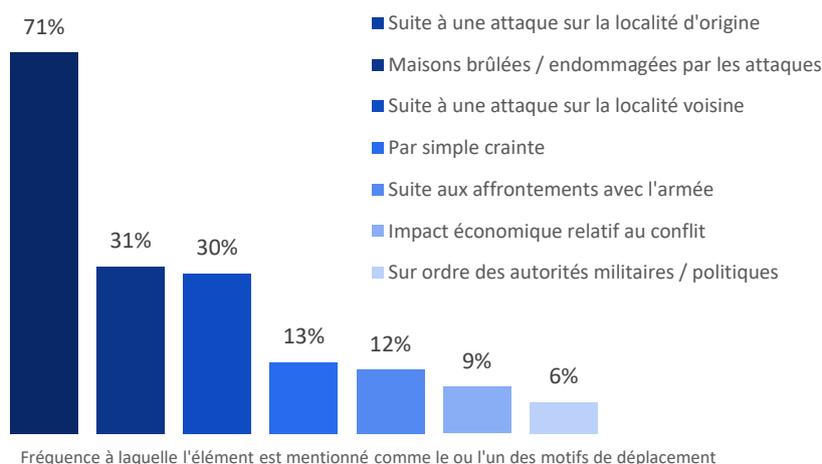
Le graphique ci-dessous présente les causes précises du déplacement des personnes qui se sont déplacées en raison du conflit. Ces données sont issues d'entretiens directs avec les personnes déplacées effectués dans le cadre des enquêtes de ménages en octobre 2019.

Une part très importante des personnes ayant été déplacées par le conflit évoquent des attaques touchant directement leur maison, leur localité ou une localité voisine. Il est à noter que ces motifs ne sont pas exclusifs et qu'un déplacement peut être causé par la conjonction de plusieurs motifs.

⁸ Les données datent du mois d'octobre 2019.

⁹ Des informations plus détaillées sont disponibles sur demande.

Graphique 3 : Motifs de déplacement des populations fuyant le conflit ou des populations déplacées en raison du conflit

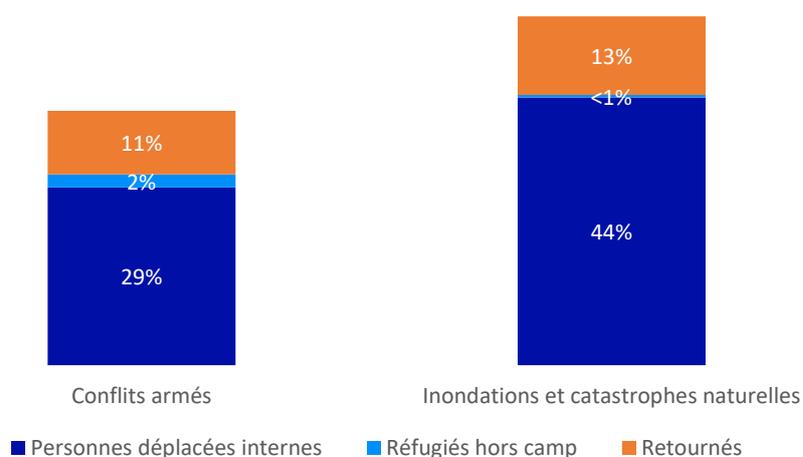


Paradoxalement, dans 84 pour cent des localités évaluées, les informateurs clés ont mentionné que la population locale se sent en sécurité malgré la faible proportion de postes de police qui y sont opérationnels (88% des localités évaluées en sont dépourvues et 61% des postes de police existants se trouvent à plus d'une heure de marche).

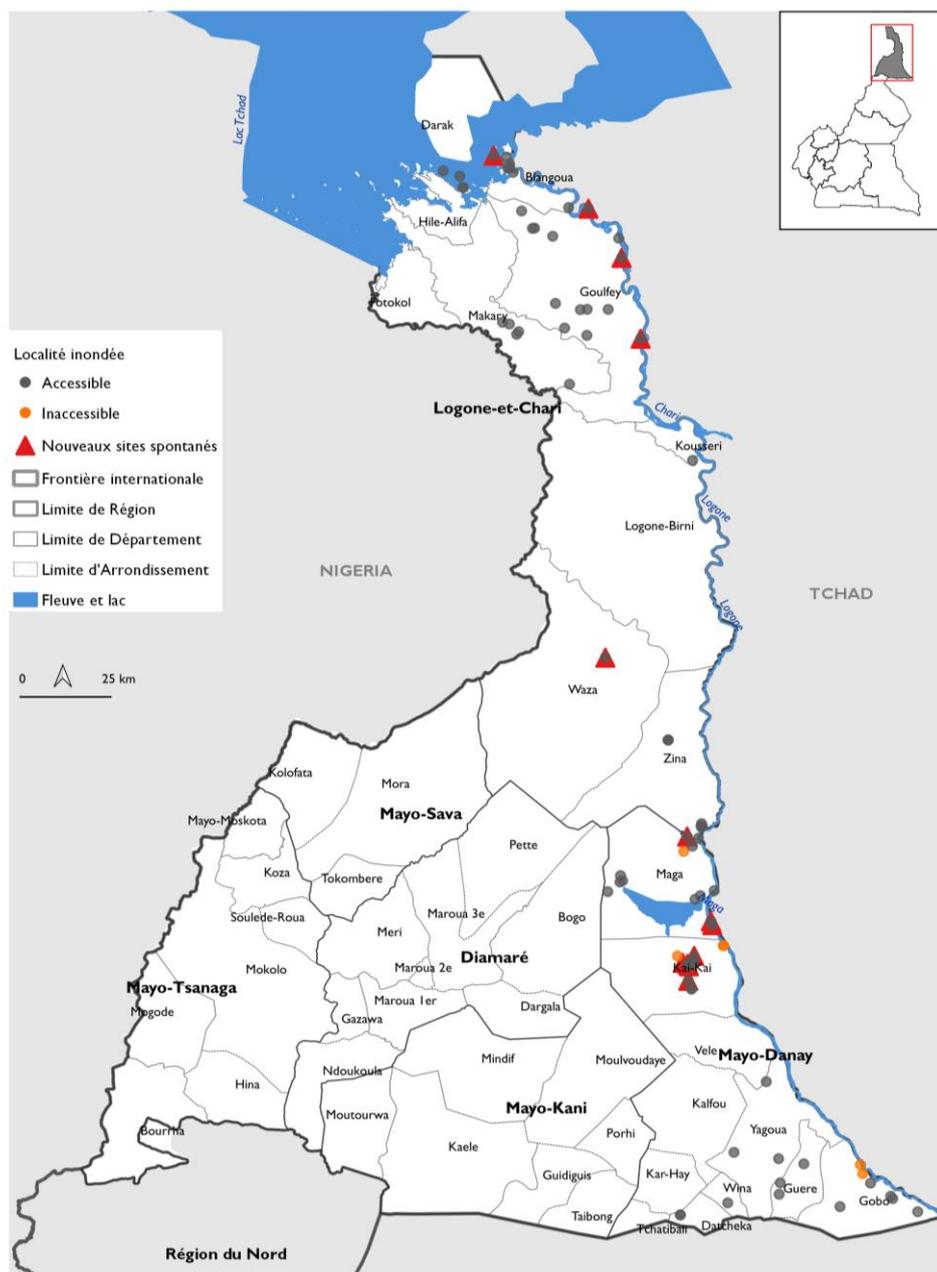
NOUVEAUX DÉPLACEMENTS LIÉS AUX INONDATIONS

Les inondations ont été l'une des principales causes des déplacements pendant la période évaluée, touchant 85 villages, dont 36 nouveaux villages évalués, dans les départements du Mayo-Danay et du Logone-Et-Chari exclusivement. Au total, 57 pour cent des déplacements ayant eu lieu entre août et décembre 2019 sont liés aux inondations contre 42 pour cent liés aux conflits, malgré la constatation de la détérioration de la situation sécuritaire dans le dernier trimestre de l'année. Au moins **18 659 nouveaux individus se sont déplacés entre août et décembre 2019 à cause des inondations** (soit 57% du total), dont **14 778 individus dans le Mayo-Danay (79%) et 3 811 individus dans le Logone-Et-Chari (21%)**.

Graphique 4 : Motifs de déplacement entre août et décembre 2019 par type de population mobile



Carte 2 : Localités inondées et sites spontanés liés aux inondations



Depuis le mois de septembre 2019, les fortes pluies, la crue du fleuve Logone et les ruptures de digues (autour du lac artificiel de Maga), ont provoqué d'importantes inondations, notamment dans les arrondissements de Kai-Kai et Maga (Mayo-Danay) et ceux de Blangoua, Zina, Darak et Goulfey (Logone-et-Chari).

Le département du Mayo-Danay est en outre particulièrement vulnérable aux inondations : 97 pour cent des déplacements dans ce département (soit 32 530 individus) étaient liés aux inondations sur l'ensemble des données, toutes périodes confondues, suivi, de loin, du Logone-Et-Chari, où 5 pour cent des déplacements étaient liés aux inondations.

L'impact de ces inondations ne doit pas être négligé, elles pourraient avoir une incidence de long terme sur la sécurité alimentaire et sanitaire des populations de la région, qui ont vu certaines de leurs récoltes totalement détruites, ont perdu une grande partie de leur bétail, n'ont plus accès à l'eau potable et peuvent rencontrer d'importants problèmes d'hygiène et d'assainissement. En raison des difficultés d'accès aux

sites inondés, les populations déplacées par les inondations ont généralement reçu moins d'assistance que dans les départements frontaliers du Nigeria (Logone-Et-Chari, Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga).

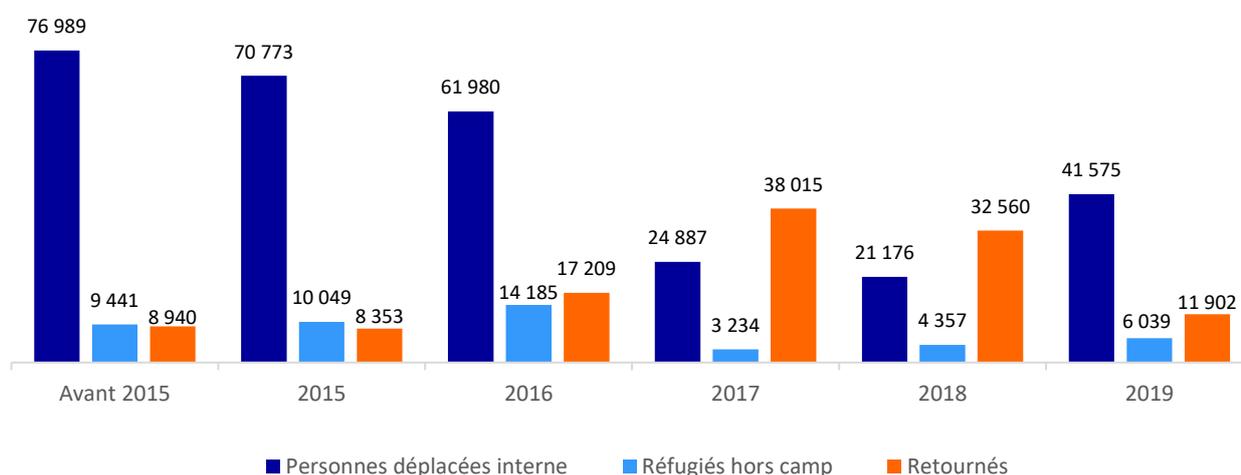
PÉRIODES DE DÉPLACEMENT

Parmi l'ensemble des populations déplacées identifiées (PDI, réfugiés hors camp et retournés), 13 pour cent se sont déplacés entre janvier et décembre 2019. Les autres personnes se sont déplacées avant 2015 (21%), en 2015 (19%), en 2016 (20%), en 2017 (14%) et en 2018 (13%).

Alors qu'on observe depuis 2015 une baisse des nouvelles arrivées de personnes déplacées internes chaque année, en 2019, le nombre de nouvelles arrivées de PDI a largement augmenté en raison d'une recrudescence des violences et inondations survenues tout au long de l'année.

Les retours ont été quant à eux identifiés pour la majorité entre 2017 et 2018, période pendant laquelle la sécurité s'est améliorée avec l'installation de plusieurs bases militaires. Les violences survenues depuis le début de l'année 2019 dans la région de l'Extrême-Nord ont cependant ralenti les mouvements de retour en 2019.

Graphique 5 : Distribution des déplacements par catégorie de personnes déplacées et par période



DURÉES DE TRAJET ET MOYENS DE DÉPLACEMENT¹⁰

La moitié des personnes déplacées internes et réfugiés hors camp (50%) ont indiqué avoir effectué, pour leur trajet initial, un trajet entre un à trois jours de leur lieu de résidence habituel au lieu dans lequel ils se sont installés, tandis que 2 pour cent des ménages ont effectué un trajet d'au moins un mois.

Graphique 6 : Durée du trajet



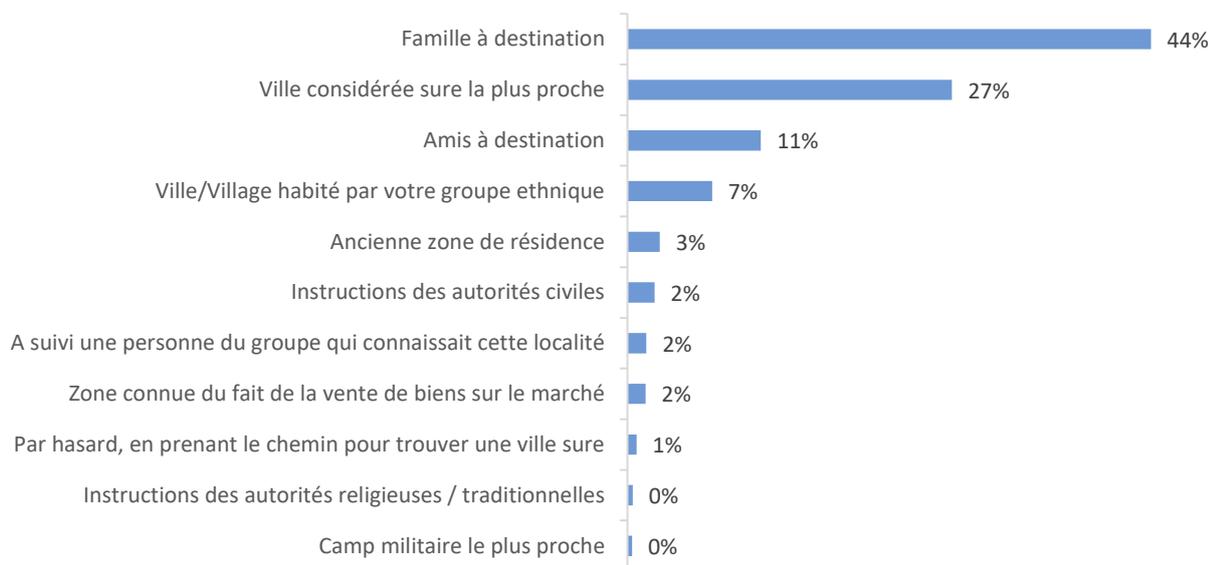
Concernant la fréquence des déplacements des ménages PDI et réfugiés hors camp, 54 pour cent ont effectué un seul déplacement jusqu'à leur lieu d'installation, soit parce que les moyens de subsistance y étaient suffisamment disponibles, soit parce qu'ils n'avaient pas les moyens de se déplacer de nouveau pour trouver un meilleur emplacement. Un total de 35 pour cent de PDI et réfugiés hors camps en étaient

¹⁰ Les données datent du mois d'octobre 2019.

à leur deuxième déplacement; 8 pour cent des ménages PDI et réfugiés hors camp ont effectué trois déplacements et 3 pour cent plus de trois déplacements.

Enfin, la majorité des populations déplacées (55%) a déclaré avoir choisi leur lieu de déplacement car au moins un membre de leur famille ou un ami y résidait. Une plus petite proportion (27%) sont allés vers la ville la plus proche rapportée comme la plus sécurisée, 7 pour cent sont allés vers des localités habitées par leur groupe ethnique, et seulement 3 pour cent sont retournés vers leurs anciennes zones de résidence.

Graphique 7 : Principales raisons du choix du lieu de déplacement



CONDITIONS DE VIE ET BESOINS PRIORITAIRES

Moyens de subsistance¹¹

Graphique 8 : Moyens de subsistance des ménages (réponses multiples)



L'agriculture à titre personnel constitue toujours le principal moyen de subsistance des populations cibles. En effet, la moitié des ménages interrogés vit de sa propre production agricole (47%). D'autres groupes de populations déplacées effectuent des activités génératrices de revenus, telles que le petit commerce autonome (30%), la collecte et revente de bois (27%), le travail agricole (23%), l'élevage (10%) et l'artisanat (8%), qui sont les plus importants. Par ailleurs, 4 pour cent de la population déplacée ne mènent aucune activité.

Types d'hébergement

Dans tous les départements évalués, la plus grande partie des populations déplacées vit en famille d'accueil. Les autres ménages vivent dans des abris spontanés (24%, 128 sites spontanés ont été comptabilisés au total), dans leurs habitats initiaux (16%), en location (9%), dans les abris collectifs (2%).

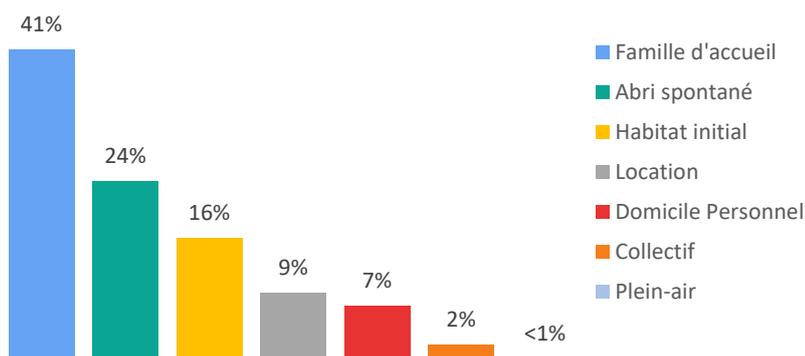
¹¹ Les données datent du mois d'octobre 2019.

Par ailleurs, 7 pour cent ont pu s'acquérir d'un domicile personnel (soit par l'achat soit par la construction d'une maison) et moins de 1 pour cent vit en plein air ou est sans abri¹².

Pendant cette dernière période de collecte des données, le nombre de ménages vivant dans les abris spontanés a augmenté. Cela se justifie par les inondations survenues en octobre au Logone-et-Chari et en novembre dans le département du Mayo-Danay, après la rupture d'une partie de la digue du lac artificiel de Maga. Au moins 250 ménages se sont retrouvés sans abris après ces inondations.

Les populations déplacées vivent dans différents types de logements : des maisons en bois ou terre battue (70%), des maisons construites en dur (17%), et des cases en paille (13%).

Graphique 9 : Types d'hébergement des populations déplacées



Besoins prioritaires des populations déplacées

Pendant cette évaluation, les entretiens menés avec les chefs communautaires et les représentants des populations déplacées ont permis de faire ressortir les besoins prioritaires sectoriels dans les villages enquêtés. L'accès à l'eau potable a été renseigné comme étant le domaine prioritaire dans cinq des six départements, excepté le Mayo-Kani, et reste le problème majeur dans 44 pour cent des localités enquêtées. Plus de 10 pour cent des villages enquêtés n'avaient effectivement pas de point d'eau dans leur village pendant la période de collecte des données (et jusqu'à à 35% dans le Mayo-Sava), alors que 47 pour cent des points d'eau existants se trouvent à plus d'une heure de marche de la localité évalué. Entre 16 et 33 pour cent des points d'eau existants dans tous les départements ne sont par ailleurs pas fonctionnels.

L'accès aux vivres et l'accès aux soins de santé ont également été cités par les populations déplacées comme étant des besoins humanitaires prioritaires, notamment dans le Mayo-Kani. À titre d'exemple, les enquêtes auprès des informateurs clés des villages ont informé que près de 79 pour cent des villages n'ont pas de centres de santé (clinique privée, clinique mobile, hôpital de district intégré, centre de santé ou centre médical), et 47 pour cent des centres de santé existants se trouvent à plus d'une heure de marche de la localité. Seuls 36 pour cent des localités évaluées ont un accès au marché pour se fournir en vivres.

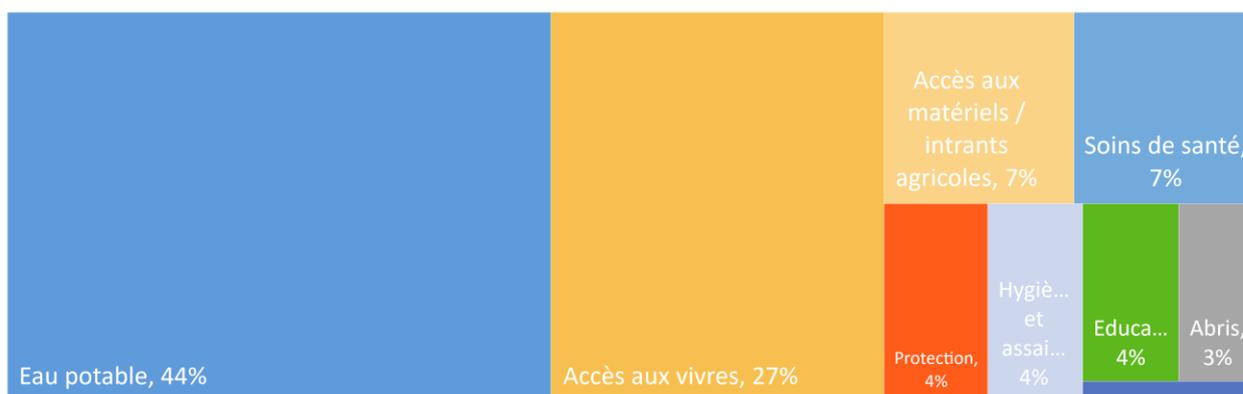
Même si l'accès à l'éducation ne ressort pas parmi les besoins prioritaires, les enquêtes au niveau des villages ont montré que plus de 40 pour cent des villages n'ont pas d'école primaire, secondaire ou coranique, alors que 50 pour cent des écoles existantes se trouvent à plus d'une heure de marche de la localité. Dans le département du Logone-et-Chari par exemple, ce pourcentage s'élève à 56 pour cent.

Dans les départements du Mayo-Danay et du Mayo-Sava, des besoins en abris se font également fortement ressentir, concentrés dans un nombre très restreint de villages des arrondissements de Maga, Kai-Kai, Gobo, Kolofata et Mora.

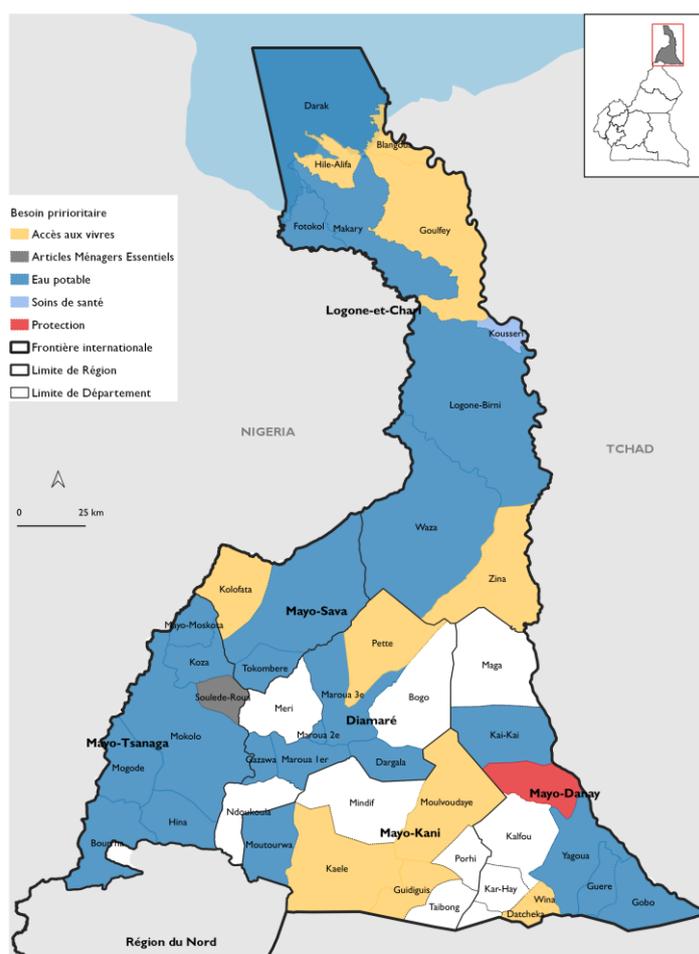
¹² Ces chiffres se réfèrent à l'ensemble de la population cible ; les différences entre types de populations cibles seront expliquées plus bas. Seuls les PDI et retournés résident dans un nouveau domicile personnel et seule la population retournée est concernée par « Habitat initial ». Les réfugiés hors camp n'ont pas de droit à la propriété privée.

D'après les informations fournis par les informateurs clés, les activités de sensibilisation (couvrant différentes thématiques), les activités de collecte des données, et l'assistance en vivres sont les trois domaines d'assistance les plus récurrents dans les villages enquêtés. Les départements du Mayo-Tsanaga suivi par le Logone-et-Chari sont les départements où les activités d'assistance humanitaire sont les plus récurrentes, Les activités d'assistance sont moins récurrentes dans ceux du Diamaré et du Mayo-Danay, département où les besoins sont pourtant pressants.

Graphique 10 : Besoins prioritaires des populations déplacées dans les villages enquêtés



Carte 3 : Besoins prioritaires des populations déplacées par arrondissement¹³



¹³ Il s'agit des besoins les plus pressants qui ont le plus souvent été signalés par les informateurs clés au niveau des localités enquêtés et qui ont ensuite été compilés au niveau arrondissement.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

 <p>Population 297 380 individus 48 111 ménages</p>	<p>Villages accueillant les PDI 729 villages recensés 50 nouveaux villages</p>
 <p>Motifs de déplacement 90% par le conflit armé</p>	 <p>10% par des catastrophes naturelles <1% par des conflits intercommunautaires</p>
 <p>Démographie 50,2% hommes 49,8% femmes</p>  <p>8 individus en moyenne par ménage</p>	 <p>65% enfants de moins de 18 ans</p>  <p>41% mineurs de 0 à 5 ans</p>  <p>3% individus de plus de 60 ans</p>
<p>Type d'hébergement</p>	
 <p>50% Communautés hôtes 29% Abris spontanés 13% Location</p>	<p>6% Domiciles personnels 2% Centres collectifs <1% Air libre</p>
 <p>Tendances Le nombre de personnes déplacées internes a augmenté de 10%</p>	

FAITS SAILLANTS

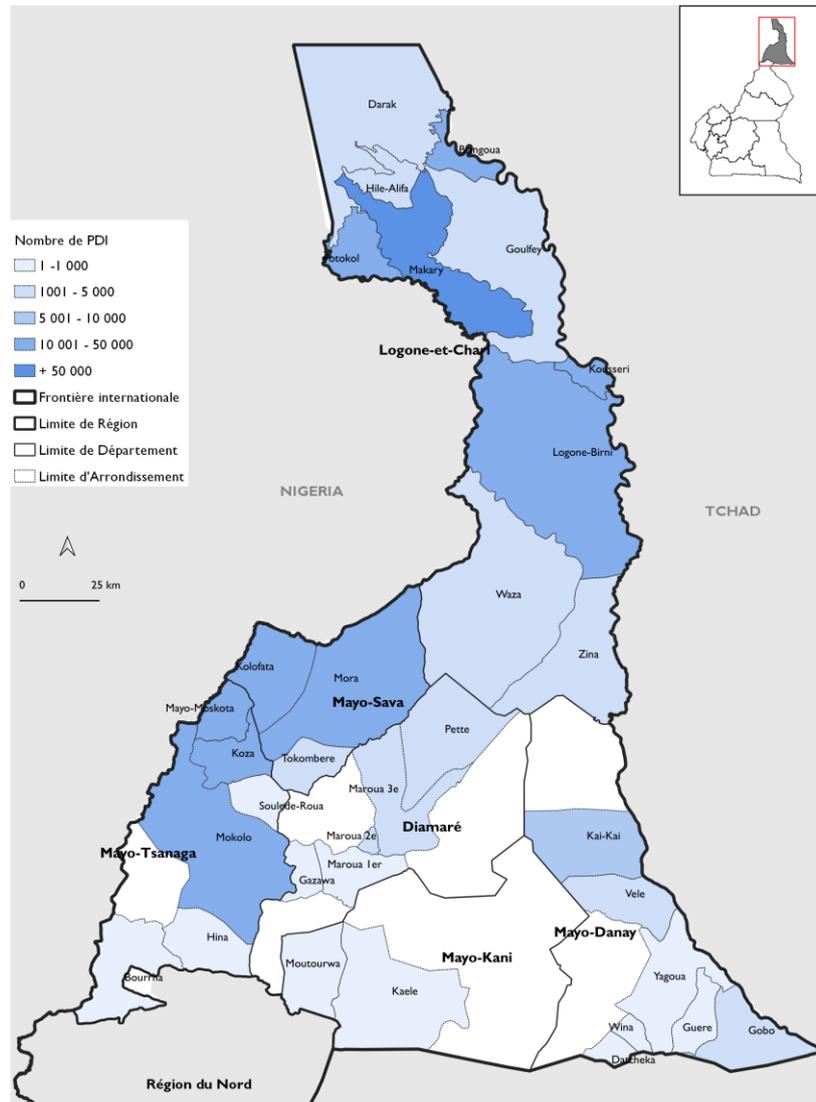
D'après la collecte des données du round 20, la région de l'Extrême-Nord compte actuellement 297 380 personnes déplacées internes réparties dans 48 111 ménages. Les PDI représentent 64 pour cent de toute la population déplacée de la région. Le nombre de PDI a augmenté de 10 pour cent, soit de 26 510 personnes, depuis le round précédent.

Pendant cette dernière collecte de données, et depuis le précédent round, plusieurs mouvements et faits concernant les PDI ont été observés. Les plus significatifs sont :

- Pendant cette période, 50 nouvelles localités ont été identifiées et évaluées. Celles-ci accueillent 19 394 PDI.
- Depuis le dernier round, 1 502 naissances ont été enregistrées au sein des PDI.
- **Dans le Mayo-Danay**, une augmentation globale de 10 613 PDI a été observée, dont 10 283 PDI, dans 33 nouvelles localités, à la suite des inondations survenues en novembre 2019, notamment dans les arrondissements de Kai-Kai (6 389 PDI de plus) et de Maga (3 493 PDI de plus).
- **Dans le Logone-Et-Chari**, à la suite des inondations survenues en octobre et novembre 2019, une augmentation globale de 3 215 PDI a été observée, principalement dans les arrondissements de Darak (858 de plus), Goulfey (817 de plus), Zina (802 de plus), et Blangoua (790 de plus).
- **Dans le Mayo-Sava**, depuis le round précédent, plusieurs incursions de groupes armés ont eu lieu dans l'arrondissement de Mora, provoquant une augmentation de 11 781 PDI dans plusieurs localités dont 14 nouvelles localités ou sites de déplacés accueillant 927 ménages de 6 093 individus. D'importants mouvements de populations ont été observés dans la localité de Tolkomari (1 050 PDI identifiées en provenance de Souloumri), dans la localité de Doulo (1 405 PDI identifiées en provenance de Ngoumouldi, Kirza, Kachimiri, Igawa et Djembélé), dans la localité de Tchakarmari (715 PDI identifiées en provenance de Gogorom et Wambachéri).

Dans le Mayo-Tsanaga, une augmentation globale de 675 PDI a été observée, principalement dans les arrondissements de Koza (251 PDI de plus), de Mokolo (229 de plus) et Mayo-Moskota (192 PDI de plus), en raison des incursions de groupes armés.

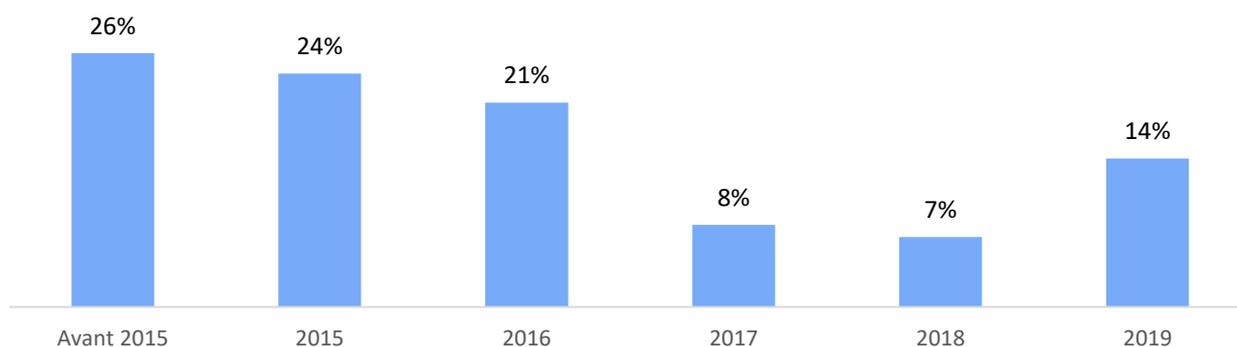
Carte 4 : Répartition des Personnes Déplacées Internes (PDI) dans les départements



Les personnes déplacées internes proviennent principalement de trois départements (correspondant à 90% du total) : le Logone-Et-Chari, le Mayo-Sava, et le Mayo-Tsanaga. Ces départements ont effectivement subi, depuis le début de la crise, le plus grand nombre d'attaques de groupes armés.

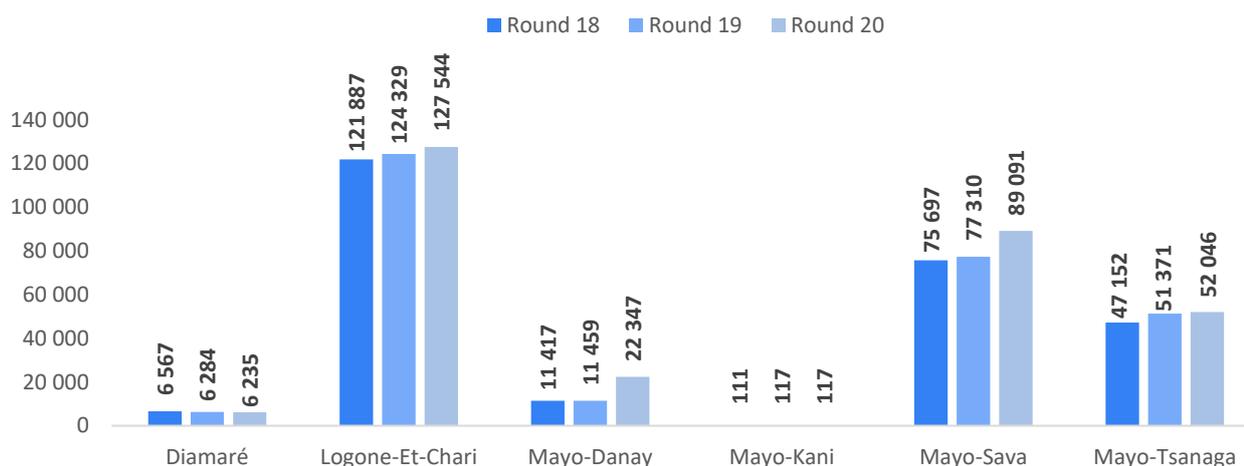
Comme le montre le graphique ci-dessous, les PDI présentes dans la région se sont en majorité déplacées entre 2014 et 2016 (65%), périodes pendant lesquelles la région a subi le plus grand nombre des attaques survenues. En 2018, 21 176 PDI ont été dénombrées, et en 2019, 41 575 nouvelles PDI ont été enregistrées, ce qui représente une hausse considérable par rapport aux chiffres des deux dernières années, en raison des aléas climatiques et de la recrudescence marquée des violences.

Graphique 11 : Répartition des déplacements des PDI par période



Le nombre de PDI est en augmentation depuis le round 18. Depuis les trois derniers rounds, le nombre de PDI a augmenté de 13 pour cent, soit un total de 34 549 PDI de plus identifiées. Le graphique ci-dessous présente l'évolution du nombre des PDI par département au cours des trois derniers rounds : ils sont en augmentation dans tous les départements, excepté le Diamaré et le Mayo-Kani, à la fois moins exposés aux inondations et aux violences perpétrées par les groupes armés non étatiques. La plus forte hausse du nombre de PDI est à noter dans le département du Mayo-Danay, avec 10 888 nouvelles PDI (soit près du double du précédent round), qui a été fortement touché par des inondations pendant le dernier trimestre de l'année 2019.

Graphique 12 : Nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI) au cours des trois derniers rounds, par département



MOTIFS DE DÉPLACEMENT DES PDI

Le conflit armé constitue la principale cause de déplacement des PDI dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun (90%), sur l'ensemble des périodes de collecte. Les aléas climatiques ont quant à eux provoqué le déplacement de 10 pour cent des personnes déplacées internes et les conflits intercommunautaires en ont causé le déplacement de moins de 1 pour cent. Entre septembre et décembre 2019, presque 60 pour cent des nouveaux PDI se sont déplacés à cause d'aléas climatiques (inondations).

- **Dans les départements du Diamaré, Mayo-Kani, Mayo-Sava, et Mayo-Tsanaga**, toutes les PDI se sont déplacées du fait du conflit.
- **Dans le département du Logone-Et-Chari**, 95 pour cent des PDI se sont déplacées du fait du conflit contre 5 pour cent à cause des aléas climatiques.
- **Dans le département du Mayo-Danay**, la majorité des PDI encore présentes se sont déplacées à cause des aléas climatiques (97%), tandis que 2 pour cent se sont déplacées du fait du conflit et 1 pour cent du fait des conflits intercommunautaires.

MOUVEMENTS INTRA- ET INTER-DÉPARTEMENTAUX DES PDI

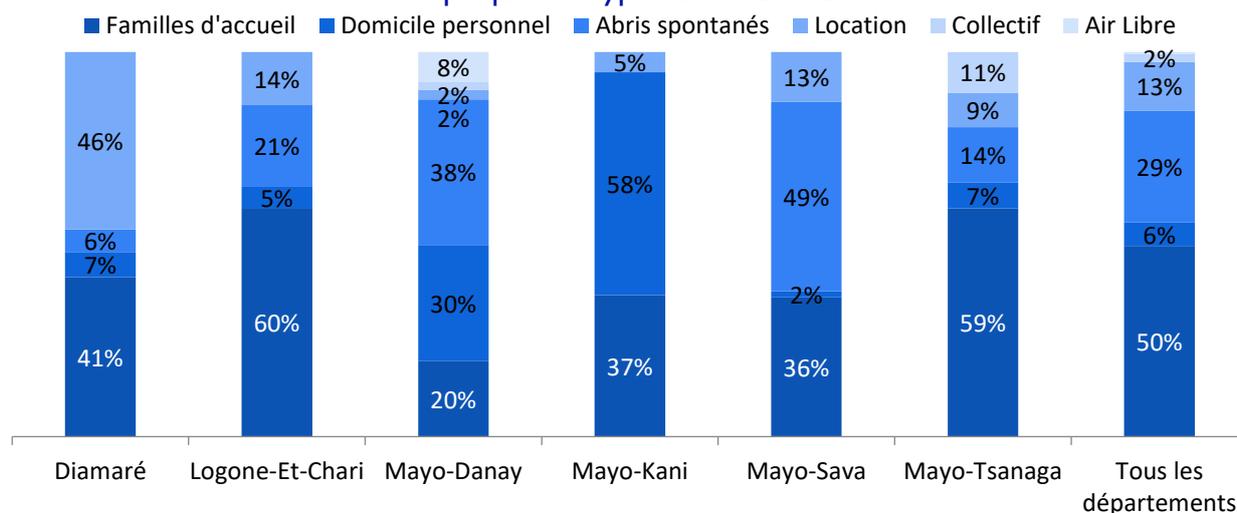
La grande majorité des déplacements internes entrepris dans la région de l'Extrême-Nord a été effectuée à l'intérieur des mêmes départements. En effet, 97 pour cent de ces mouvements ont eu lieu à l'intérieur des frontières départementales contre 3 pour cent des déplacements ayant eu lieu entre deux départements.

Les déplacements intra-départementaux (286 998 PDI au total) sont particulièrement importants dans les départements de Logone-Et-Chari, qui en enregistre le plus gros pourcentage (99%), du Mayo-Sava, du Mayo-Tsanaga et du Mayo-Danay. Par ailleurs, la plus grande proportion de déplacements entre différents départementaux a eu lieu depuis le Mayo-Sava vers le Diamaré (correspondant à 54% des déplacements entre départements).

TYPES D'ABRIS DES PDI

La moitié des ménages PDI vit dans des familles d'accueil (23 852 ménages, 50% du total), 14 023 ménages ont trouvé refuge dans des abris spontanés (29%), et 233 ménages (<1%) sont sans abris. Le reste des ménages vit en location, dans de nouveaux domiciles personnels (maison construite ou achetée) ou dans des centres collectifs (bâtiments publics, église, école abandonnée). Dans le Mayo-Danay, le nombre de ménages de PDI vivant dans des abris spontanés et à l'air libre a considérablement augmenté : il est passé de 91 ménages pour le round 19 à 1 356 ménages pour le round 20, en raison des inondations qui ont eu lieu dans deux arrondissements de ce département. En effet, neuf nouveaux sites spontanés regroupant 7 602 PDI (1 095 ménages) ont été créés dans le dernier trimestre de l'année 2019.

Graphique 13 : Types d'abri des PDI



RÉFUGIÉS HORS CAMP



Population

47 305 individus
7 881 ménages



Villages accueillant les réfugiés hors camp

258 villages recensés
4 nouveaux villages



Motifs de déplacement

99% par le conflit armé

<1% par des catastrophes naturelles
<1% par des conflits intercommunautaires



Démographie

52% hommes
48% femmes



64% enfants de moins de 18 ans



8 individus en moyenne par ménage



40% mineurs de 0 à 5 ans

3% individus de plus de 60 ans



Type d'abri

52% Communautés hôtes
42% Abris spontanés

3% Location

3% Centres collectifs



Tendances

Le nombre de réfugiés hors camp a augmenté de 1%

ENREGISTREMENT DES RÉFUGIÉS HORS CAMP

Le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) a mis en œuvre son opération d'enregistrement biométrique des réfugiés hors camp dans la région de l'Extrême-Nord depuis 2018.

Cette opération permet de réduire la proportion des réfugiés non-enregistrés. Pour cette période d'évaluation, ce pourcentage est passé de 58 pour cent à 55 pour cent (soit une diminution de 3%).

Les réfugiés hors camp non-enregistrés représentent 100 pour cent des réfugiés hors camp dans le Diamaré (262 personnes), 59 pour cent dans le Logone-Et-Chari (20 112 personnes), 91 pour cent dans le Mayo-Danay (128 personnes), 90 pour cent dans le Mayo-Kani (84 personnes), 6 pour cent dans le Mayo-Sava (401 personnes) et 85 pour cent dans le Mayo-Tsanaga (4 950 personnes).

FAITS SAILLANTS DES RÉFUGIÉS HORS CAMP

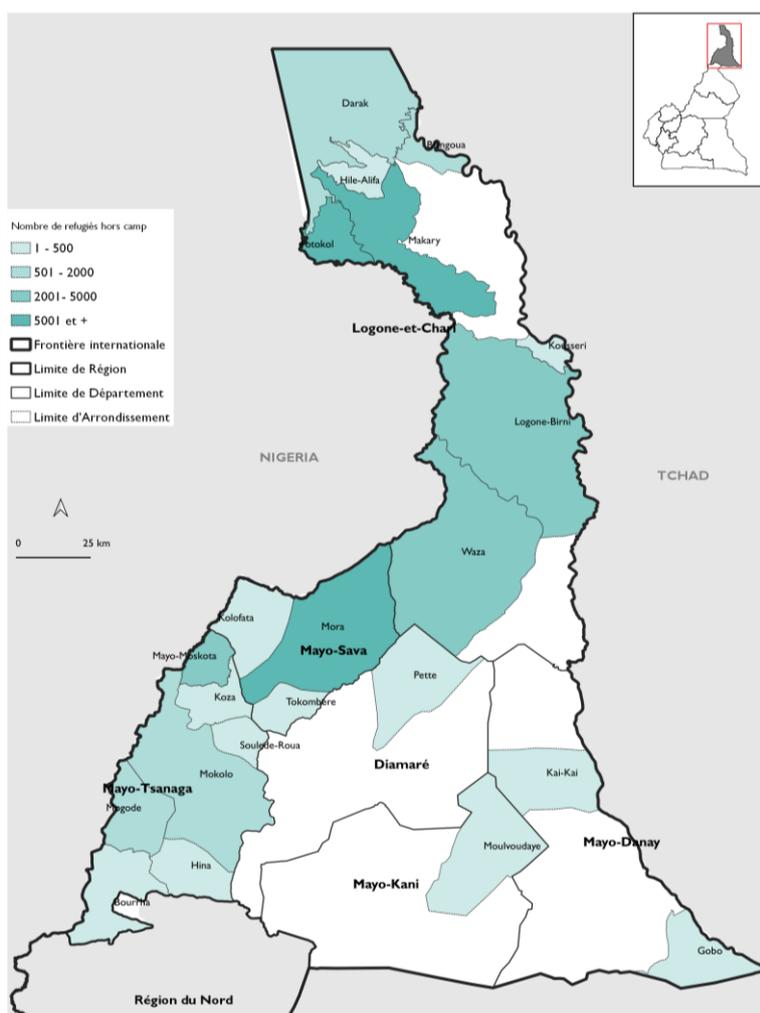
D'après la collecte des données du round 20, la région de l'Extrême-Nord accueille actuellement 47 305 réfugiés hors camp (c'est-à-dire vivant en-dehors du camp de Minawao), répartis dans 7 881 ménages, vivant dans 258 localités, dont quatre nouveaux villages identifiés comme accueillant des réfugiés. Ce chiffre représente 10 pour cent de tous les déplacés de la région.

Le nombre de réfugiés hors camp a connu une augmentation de 1 pour cent par rapport au round précédent, soit 851 personnes de plus. Cela se justifie par le fait que de nouvelles arrivées de réfugiés Nigériens ont été observées dans l'arrondissement de Makary, dans le Logone-Et-Chari, et dans l'arrondissement de Mora dans le Mayo-Sava. Ces déplacements ont été provoqués par une hausse de l'insécurité et des violences dans le Nord-Est du Nigeria pendant le dernier trimestre de l'année 2019.

Pendant cette dernière collecte des données, les mouvements de réfugiés hors camp suivants ont été observés :

- Quatre nouvelles localités accueillant les réfugiés hors camp ont été identifiées, hébergeant 59 ménages composés de 371 individus.
- Un total de 234 naissances a été enregistré parmi les réfugiés hors camp depuis le dernier round.
- **Dans le Logone-Et-Chari**, une augmentation globale de 276 réfugiés hors camp a été observée, principalement dans l'arrondissement de Makary où 156 personnes fuyant les inondations dans la localité de Rhann au Nigeria, ont été identifiées. Par ailleurs des départs ont été notés dans l'arrondissement de Fotokol où 110 personnes ont quitté les localités de Warou et Choloba pour le Nigeria.
- **Dans le Mayo-Sava**, une augmentation globale de 194 réfugiés hors camp a été observée. Toutes ces personnes sont venues du Nigeria suite aux incursions de groupes armés dans leurs villages d'origine. Ils sont visibles principalement dans les localités de Yégoua (22 réfugiés) dans l'arrondissement de Kolofata; Igaoua Doulo (104 réfugiés), Seradoumda (30 réfugiés), Djampala (62 réfugiés), dans l'arrondissement de Mora.

Carte 5 : Répartition des Réfugiés hors camp dans les départements



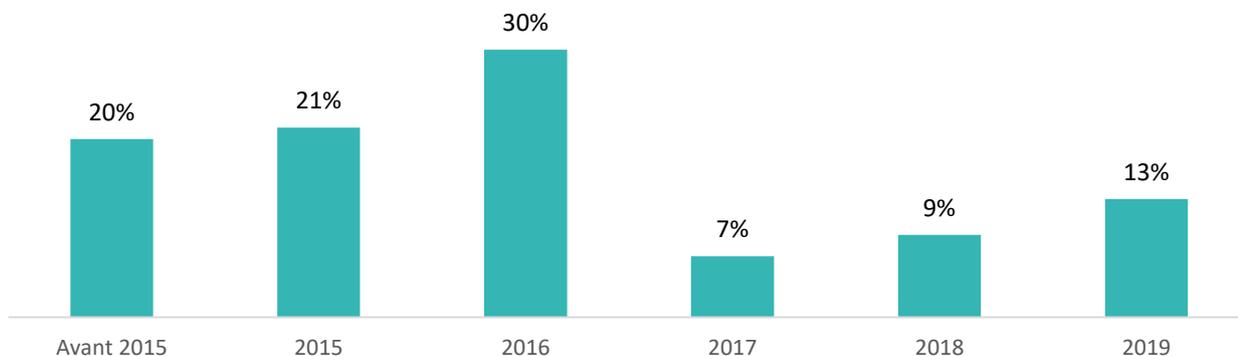
La quasi-totalité des réfugiés hors camp actuellement présents dans l'Extrême-Nord (99%) est arrivée au Cameroun pour des raisons liées au conflit armé, tandis qu'un petit nombre de réfugiés (111 réfugiés, résidant dans le Mayo-Danay et 139 dans le Logone-Et-Chari) ont été déplacés à la suite d'inondations, y compris celles survenues à la fin de l'année 2019, et 84 (résidant dans le Mayo-Kani) ont traversé la frontière à cause de conflits intercommunautaires survenus au Tchad depuis janvier 2019.

Les réfugiés hors camp présents actuellement dans la région de l'Extrême-Nord proviennent du Nigeria (47 089 soit 99,5%) et du Tchad (216 soit 0,5%). Sur la période nouvellement couverte par le Round 20,

entre août et décembre 2019, 851 réfugiés hors camp provenant du Nigeria sont arrivés dans l'Extrême-Nord du Cameroun.

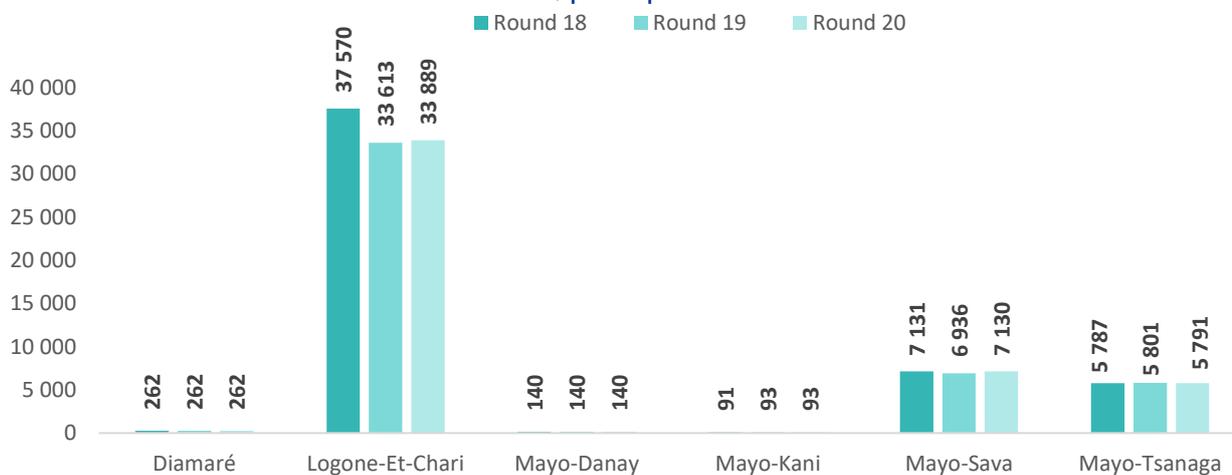
Comme le montre le graphique ci-dessous, les réfugiés hors camp se sont en majorité déplacés entre 2014 et 2017 (77%). Ceux qui sont arrivés en 2018, et encore présents au Cameroun, représentent 9 pour cent de cette cible.

Graphique 14 : Répartition des déplacements des Réfugiés hors camp par période



Le nombre de réfugiés hors camp avait connu une diminution entre le round 18 et le round 19, en raison du retour de 3 957 réfugiés venus de Rhann au Nigeria. Depuis le round précédent, une légère augmentation du nombre de réfugiés hors camp a été observée, notamment dans les départements du Logone-Et-Chari et du Mayo-Sava. Aucun mouvement de réfugiés n'a été observé dans les départements du Diamaré, de Mayo-Danay, et de Mayo-Kani. Cependant le départ d'un ménage de 10 personnes a été observé dans le Mayo-Tsanaga.

Graphique 15 : Nombre de Réfugiés hors camp au cours des trois derniers rounds, par département



MOTIFS DE DÉPLACEMENT DES RÉFUGIÉS HORS CAMP

Le conflit armé constitue la principale cause de déplacement des réfugiés hors camp de leurs lieux d'origine vers la région de l'Extrême-Nord du Cameroun (soit 99%). Les aléas climatiques et les conflits intercommunautaires ont provoqué le déplacement de moins de 1 pour cent des réfugiés.

- **Dans les départements du Diamaré, Mayo-Sava, et Mayo-Tsanaga**, tous les réfugiés se sont déplacés du fait du conflit armé au Nigeria (99,9%) et au Tchad (0,1%).
- **Dans le département du Logone-Et-Chari**, la majorité (99,6%) s'est déplacée du fait du conflit armé tandis que moins de 1 pour cent s'est déplacé à la suite d'inondations subies au Nigeria en novembre 2019.

- **Dans le département du Mayo-Danay**, la majorité (79%) s'est déplacée à la suite d'inondations subies au Tchad. L'autre part (21%) s'est déplacée du fait du conflit armé depuis le Nigeria.
- **Dans le département du Mayo-Kani**, 10 pour cent se sont déplacés du fait du conflit armé depuis le Nigeria tandis que 90 pour cent se sont déplacés à la suite des conflits intercommunautaires survenus au Tchad.

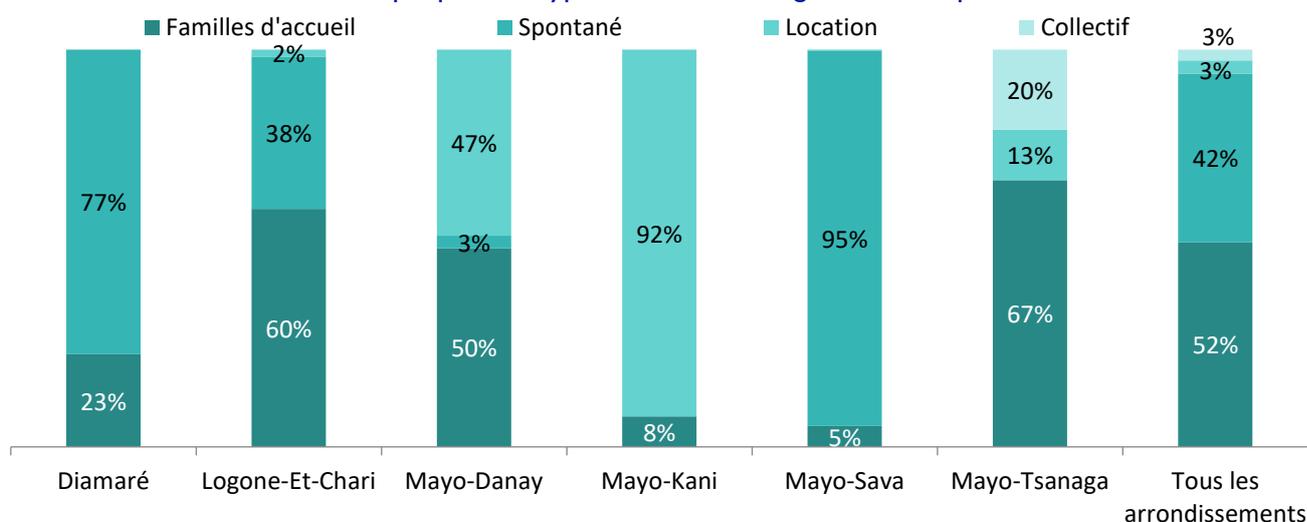
MOUVEMENTS INTRA-DÉPARTEMENTAUX DES RÉFUGIÉS HORS CAMP

Parmi les réfugiés hors camp recensés pendant le round 20 dans la région, 20 614 individus soit 44 pour cent, ont déjà préalablement effectué au moins deux déplacements, tous à l'intérieur du même département à la recherche de meilleures conditions de vie. Le seul déplacement de réfugiés entre deux départements est celui de 474 ménages de 2 735 individus, qui avaient quitté le Mayo-Sava (Amtchalie dans l'arrondissement de Mora) pour s'installer dans le Mayo-Tsanaga (Assighassia dans l'arrondissement de Mayo-Moskota), à la suite d'une incursion de groupes armés en 2015.

TYPES D'ABRIS POUR LES RÉFUGIÉS HORS CAMP

La majorité des réfugiés hors camp habite au sein des communautés hôtes (52% soit 4 064 ménages) et dans des abris spontanés (42% soit 3 336 ménages). Les autres sont dans des maisons louées (269 ménages) et dans des centres collectifs qui sont des bâtiments publics et des écoles abandonnées (212 ménages).

Graphique 16 : Types d'abris des réfugiés hors camp



RETOURNÉS



Population

116 979 individus
17 475 ménages



Villages accueillant les Retournés

316 villages recensés
8 nouveaux villages

Motifs de déplacement

87% par le conflit armé



Motifs principaux de retour

46% car la zone est de nouveau sécurisée

12% par des catastrophes naturelles
1% pour d'autres raisons

36% pour l'accessibilité à des terres cultivables dans les zones de retour

Démographie



50,1% hommes
49,9% femmes



61% enfants de moins de 18 ans



41% mineurs de 0 à 5 ans



3 individus en moyenne par ménage



3% individus de plus de 60 ans

Types d'abri



68% Habitations d'origine
14% Domiciles personnels
13% Communautés hôtes

2% Centres collectifs et Plein-air
2% Location
1% Abris spontanés



Tendances

Le nombre de retournés a augmenté de 6%

FAITS SAILLANTS DES RETOURNÉS

D'après les données collectées lors du round 20, la région de l'Extrême-Nord compte 116 979 personnes retournées pour 17 475 ménages (soit 6% de plus que le round précédent). Ces personnes résident dans 316 localités, soit huit nouvelles localités identifiées. Parmi ces retournés, 106 131 sont des personnes anciennement déplacées internes, ce qui représente 91 pour cent du pourcentage total de retournés. Parmi celles-ci, la grande majorité (104 994, soit 99%) a été déplacée au sein de l'Extrême-Nord, et 1 137, soit 1 pour cent, était déplacées dans les régions du Nord et de l'Est. Par ailleurs, les 9 pour cent restants reviennent de pays voisins.

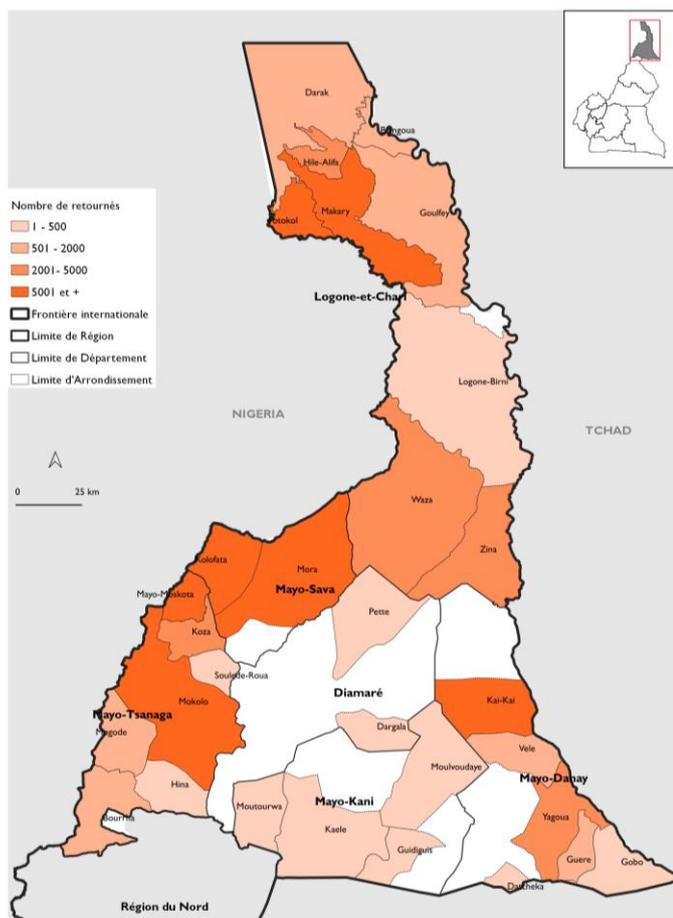
Pendant cette dernière collecte de données, plusieurs mouvements et faits concernant les personnes retournées ont été observés. Les plus significatifs étant :

- Pendant cette collecte de données, 256 naissances ont été enregistrées au sein des populations retournées.
- **Dans le Logone-Et-Chari**, 1 015 personnes sont retournées depuis la dernière évaluation. Les mouvements les plus importants sont : le retour à Fotokol ville de 60 ménages de 313 individus venant des arrondissements de Hile-Alifa, de Goulfey et de Kousséri; le retour à Djibouniba de 55 ménages de 585 individus venant de l'arrondissement de Hile-Alifa; le retour à Boungour 1 de 43 ménages de 223 individus venant de Abankouri, Ngouma, Manawadji, Fotokol et Goretalgoutoun, en raison des inondations.
- **Dans le Mayo-Danay**, une augmentation globale de 2 894 retournés est observée. Le mouvement de retour le plus significatif est celui de 4 000 personnes déplacées au Site de Kai-Kai qui ont fui

les inondations et sont rentrées à Kai-Kai Centre, leur localité d'origine. Cependant la localité de Bariagodjo dans l'arrondissement de Kai-Kai s'est vidée de 202 ménages de 1 225 individus qui ont effectué un nouveau déplacement forcé par les inondations.

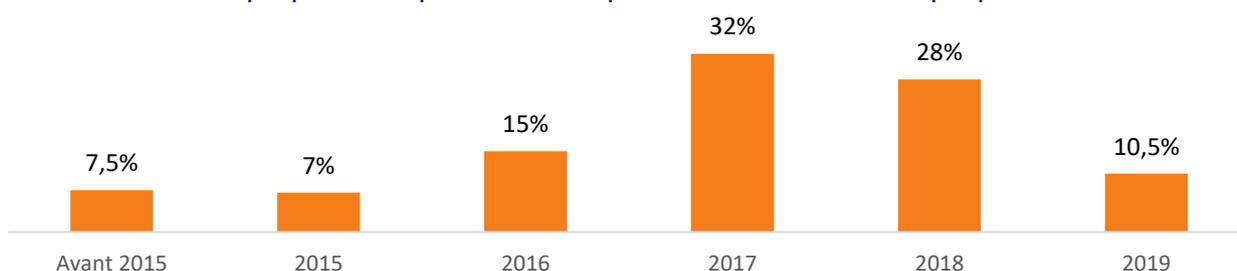
- **Dans le Mayo-Sava**, 2 508 personnes retournées de plus ont été dénombrées. 907 individus ont été identifiés dans cinq nouvelles localités de retour ; le retour à Amchidé de 36 ménages de 216 individus venant de l'arrondissement de Mora ; le retour à Igaoua Doulo de 115 ménages de 921 individus, dont le mouvement a été provoqué par l'insécurité dans la zone de Doulo, leur lieu de déplacement. Par ailleurs, la localité de Mafgaré, qui accueillait 27 ménages de 144 individus qui étaient tous des retournés, s'est vidée de sa population.

Carte 6 : Répartition des Retournés par département



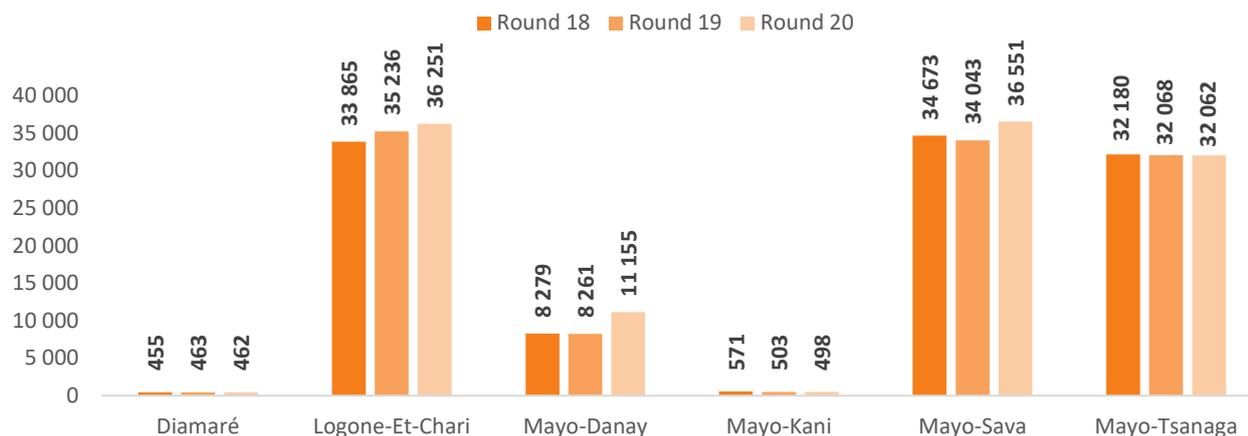
Comme le montre le graphique ci-dessous, la majorité des personnes retournées (62%) ont effectué leur retour entre 2014 et 2017. En 2018, 26 pour cent des retours, concernant 32 560 retournés, ont été recensés tandis que 11 902 retournés sont revenus pendant l'année 2019, concernant 10 pour cent des retours.

Graphique 17 : Répartition des déplacements des Retournés par période

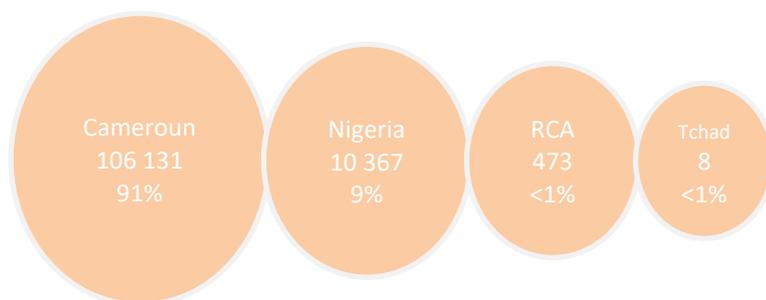


Le nombre total de retournés continue d'accroître, mais à une proportion beaucoup moins importante en 2019 par rapport aux années 2017 et 2018, en raison de la recrudescence des violences et de l'importance des inondations. Le nombre de retournés a augmenté de 6 pour cent depuis le round 19, notamment dans le département du Logone-Et-Chari (1 015 retournés de plus), du Mayo-Sava (2 508 retournés de plus), et dans le Mayo-Danay (2 894 retournés de plus). Le nombre de retournés a par ailleurs légèrement diminué dans les départements du Diamaré, du Mayo-Tsanaga et du Mayo-Kani.

Graphique I8 : Nombre de Retournés au cours des trois derniers rounds, par département



MOUVEMENTS DES RETOURNÉS ENTRE DÉPARTEMENTS ET PAYS



La grande majorité des retournés sont des anciennes PDI camerounaises qui sont revenues dans leur lieu de résidence habituelle et dont le déplacement était lié au conflit (91%). Les autres retournés reviennent de pays voisins : la plus grande partie revient du Nigeria (9%), et le reste de la République Centrafricaine et du Tchad (<1%).

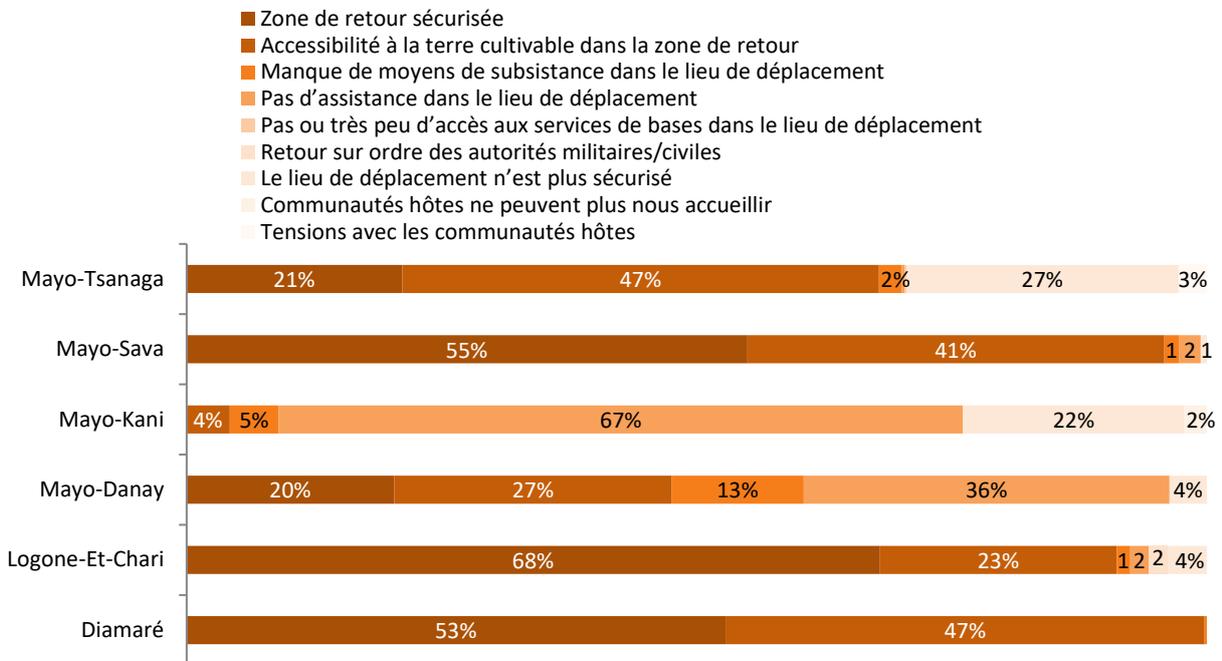
De même que pour les PDI, les déplacements de retournés sont majoritairement intra-départementaux (87%) et ils sont particulièrement importants dans le Mayo-Sava (31% du total), dans le Logone-Et-Chari (29%), et le Mayo-Tsanaga (18%). La plus grande proportion de retours inter-départementaux (2% du total) a eu lieu depuis le Mayo-Danay vers le Logone-Et-Chari. Les retours du Nigeria s'orientent en grande partie vers le Mayo-Tsanaga (8% du total), du fait de la proximité de ce département de la frontière nigériane.

MOTIFS DE RETOUR DES POPULATIONS RETOURNÉES

Les raisons des retours comptabilisés dans la région sont nombreuses et variées. Les facteurs positifs sont évoqués dans 82 pour cent des cas, comme la sécurisation des localités d'origine (46%) ou l'accès à la terre cultivable (36%). Des facteurs négatifs sont également évoqués, comme le fait que la zone hôte ne soit plus sécurisée (9%), le manque d'assistance humanitaire lors des déplacements (5%), le manque de moyens de subsistance dans la zone d'accueil (3%), les retours sur ordre des autorités militaires et/ou civiles (1%) et les communautés hôtes n'ayant plus la capacité d'accueil (moins de 1%).

Dans les départements du Mayo-Kani et du Mayo-Danay, les facteurs négatifs, comme le manque d'assistance pendant le déplacement (67% et 36% respectivement) ou le manque de moyens de subsistance (13% pour le Mayo-Danay), sont les principales raisons de retour des populations, au contraire des autres départements. Vingt-sept pour cent des populations retournées du Mayo-Tsanaga indiquent par ailleurs que les localités hôtes ne sont plus sécurisées.

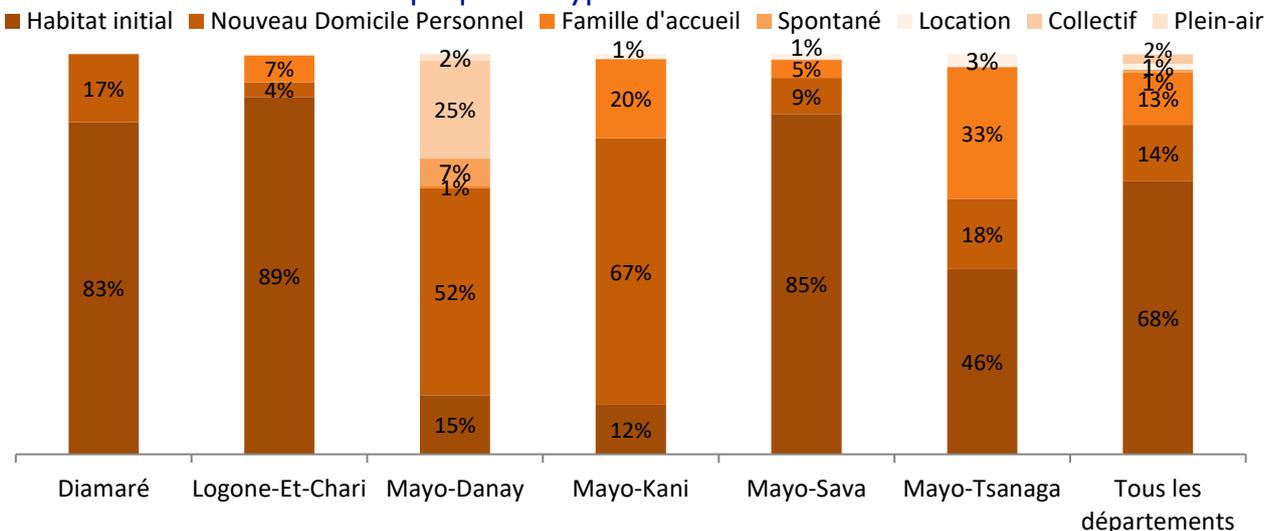
Graphique 19 : Motifs de retour des populations retournées, par département



TYPES D'ABRIS DES RETOURNÉS

La majorité des ménages retournés (82%) réside dans les habitations d'origine ou bien dans un nouveau domicile personnel, 2 284 ménages (13%) dans des familles d'accueil, 118 ménages dans des abris spontanés et 25 ménages sont sans abris (<1%). Les ménages restants vivent dans des centres collectifs ou des locations. Alors que cette répartition se retrouve dans les départements du Diamaré, du Logone-et-Chari, du Mayo-Sava et dans une moindre mesure dans le département du Mayo-Tsanaga, la majorité des retournés dans le Mayo-Danay et le Mayo-Kani réside dans un nouveau domicile, du fait que la plupart des anciens domiciles ont été détruits dans des inondations.

Graphique 20 : Types d'abri des retournés



ANNEXES

La liste des documents ci-dessous ainsi que la base de données sont disponibles sur demande.

Annexe I : Populations déplacées (tableau)

Annexe II : Raisons des déplacements (tableau)

Annexe III : Nouveaux villages recensés (tableau)

Annexe IV : Mouvements intra- et inter-départementaux des PDI et Retournés (tableau)

Annexe V : Localisation des sites spontanés dans les départements (cartes)